

Quoi de neuf Outre-Rhin ?

Une sélection de
l'actualité allemande

Du 2 au 8 janvier 2025

À l'occasion de la réunion annuelle du parti à Seeon en Bavière, Markus Söder, chef de la *CSU* et ministre-président de Bavière, s'efforce de consolider sa position en Allemagne tout en se distançant des Verts et de l'*AfD*. Cette réunion traditionnelle à huis clos réunit les dirigeants de la *CSU*, accompagnés de certains membres de la *CDU*, afin de définir leur stratégie politique pour l'année à venir et de discuter des enjeux actuels. S'appuyant sur les récents développements politiques en Autriche, Söder a mis en garde contre les conséquences d'une coalition entre conservateurs et Verts, à l'image de celle qui y a récemment gouverné. Selon lui, cette coalition a contribué à polariser davantage la société et à ouvrir la voie à une éventuelle accession au pouvoir de la droite populiste (*FPÖ*). Söder s'oppose donc à une potentielle alliance avec les Verts allemands dans le prochain gouvernement, car il juge contreproductif leur stratégie d'adopter une approche idéologique de type « gauche verte » pour contrer le parti d'extrême droite *AfD*. La *CSU* plaide pour des solutions concrètes, telles que des réformes économiques et des baisses d'impôts pour relancer la croissance.

Tous les politiciens de l'Union *CDU/CSU* ne partagent pas l'avis de Markus Söder, à l'image du ministre-président du Schleswig-Holstein, Daniel Günther, qui prône une plus grande ouverture dans la formation de la prochaine coalition gouvernementale. Günther, qui dirige avec succès une coalition *CDU*-Verts dans son Land depuis 2017, estime qu'une collaboration entre conservateurs et écologistes peut être fructueuse. Selon lui, il est important que l'Union se concentre sur ses propres forces tout en restant prête à dialoguer avec tous les partis démocratiques, y compris les Verts.

Les libéraux-démocrates de la *FDP* luttent pour leur maintien au Bundestag, alors qu'ils stagnent autour de 3 % d'intention de vote dans les sondages nationaux. Depuis plus de 140 ans, la *FDP* inaugure l'année politique avec son traditionnel rassemblement de l'Épiphanie à Stuttgart, en Bade-Wurtemberg. Lors de cet événement, le chef de la *FDP*, Christian Lindner, a prononcé un discours affirmant que la *FDP* restait essentielle pour le changement de gouvernement, notamment en proposant des réformes économiques comme des baisses d'impôts, la simplification administrative, et un « État allégé ». Il a également critiqué la « dominance idéologique de la gauche verte » et a défendu la crédibilité de son parti après la rupture de la coalition « feu tricolore » (*SPD*-Verts-*FDP*). Il a par ailleurs réaffirmé sa volonté de s'allier à la *CDU* pour former une coalition gouvernementale, bien que les sondages actuels ne permettent pas d'envisager de majorité.

L'enquête se poursuit sur l'attaque du marché de Noël de Magdebourg, qui a tragiquement marqué la fin de l'année 2024. Le 20 décembre, un médecin saoudien de 50 ans, arrivé en Allemagne en 2006, avait précipité son véhicule dans la foule, causant la mort de six personnes. L'attaque, qui a également blessé près de 300 personnes, a conduit à l'arrestation immédiate de son auteur, actuellement interrogé par les enquêteurs pour déterminer ses motivations. L'homme est connu pour ses opinions radicales, affichant une hostilité envers l'islam et adhérant à des théories conspirationnistes d'extrême droite sur l'« islamisation » de l'Europe. Survenu en pleine campagne électorale, ce drame relance le débat sur l'immigration et la sécurité en Allemagne. Les dispositifs de sécurité du marché de Noël font également l'objet d'une enquête, après que l'assaillant a exploité une faille en pénétrant dans le périmètre de sécurité par un espace de six mètres, malgré une largeur maximale prévue de quatre mètres dans le plan du marché, justement censée empêcher toute intrusion.

Friedrich Merz, candidat à la chancellerie pour la CDU, propose de retirer la nationalité allemande aux criminels binationaux. L'Union a renouvelé son appel à l'abrogation de la réforme de la nationalité introduite par l'ancienne coalition « feu tricolore ». Selon Thorsten Frei, secrétaire parlementaire de l'Union, cette réforme, mise en œuvre par la coalition dissoute en novembre, aurait « divisé le pays », a-t-il déclaré mardi à l'agence de presse AFP à Berlin. Frei a également souligné que les critères allégés établis par cette réforme pour l'acquisition de la nationalité ne contribuent pas, selon de nombreux citoyens, à renforcer la cohésion sociale.

Les Allemands résidant à l'étranger ont jusqu'au 2 février pour s'inscrire sur les listes électorales en vue des élections législatives prévues le 23 février. Cette démarche, indispensable pour voter, doit être effectuée auprès de la dernière commune où ils étaient enregistrés en Allemagne. L'inscription concerne uniquement les citoyens sans résidence en Allemagne, qui doivent soumettre leur demande par courrier postal, fax ou courriel, en respectant strictement la date limite. Pour ceux ayant un domicile en Allemagne, l'inscription est automatique, mais une demande rapide des documents de vote par correspondance est recommandée.

PARLEMENT, PARTIS, PERSONNES



Alexander Dobrindt, président du groupement régional de la *CSU* (Union chrétienne-sociale en Bavière) au Bundestag, s'est fermement opposé à une hausse de l'endettement au sein de l'UE, en particulier pour les dépenses de défense. « Nous rejetons catégoriquement cette politique d'endettement en Europe, car elle mettrait inévitablement en péril l'euro et, à terme, la prospérité », a déclaré Dobrindt lors de la réunion du groupe régional de la *CSU* au Bundestag. Selon lui, l'augmentation nécessaire des dépenses de défense « doit et sera financée à l'avenir par les budgets nationaux ».

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

3	0	8	4	7
5	0	2	6	5
7	4	3	1	2
9	6	2	0	1

1,5 million

Lancée par le syndicat de police *GdP*, une pétition nationale en faveur de l'interdiction des feux d'artifice domestiques a recueilli plus de **1,5 million** de signatures. Cette initiative vise à répondre aux nombreux accidents et violences survenus lors des festivités du Nouvel an. En Allemagne, la dernière St-Sylvestre a fait cinq morts et de nombreux blessés, y compris des enfants et des policiers.

La pétition dénonce l'inaction politique persistante malgré les discussions récurrentes sur le sujet. Le chancelier Olaf Scholz et la ministre de l'Intérieur Nancy Faeser se sont toutefois opposés à une interdiction nationale, préférant des réglementations locales. Faeser propose de donner plus de flexibilités aux municipalités pour instaurer des zones d'interdiction. Une initiative en ce sens a récemment été proposée par le Land de Brême.